



La Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique



De tels tissus bénéficient d'un accès en franchise de douane sur les marchés des États-Unis. La distance et les frais de transport constituent donc les principaux obstacles subsistants. *Getty Images*

La Loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA), promulguée en 2000, permet à 39 pays africains admissibles d'exporter la plupart de leurs produits en franchise de douane aux États-Unis. Les 39 pays participant à l'accord sont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, Maurice, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République du Congo, le Rwanda, São Tomé et

Principe, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Zambie.

Le commerce s'est révélé être un puissant moteur de croissance, et le thème du Forum 2013 de l'AGOA est « La transformation durable grâce au commerce et à la technologie ». Des événements consacrés au secteur privé et à la société civile auront lieu les 10 et 11 août, en prévision du sommet ministériel qui durera deux jours et se tiendra à Addis-Abeba, en Éthiopie, les 12 et 13 août.

L'AGOA vise à promouvoir le développement économique et à accélérer

l'intégration des économies africaines au système commercial mondial. Elle constitue un cadre permettant aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile de collaborer afin de renforcer les capacités d'échanges commerciaux et d'étendre les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique.

Le renforcement des capacités commerciales requiert plusieurs éléments dont une aide technique sur les réglementations du commerce international, sur la réforme et la modernisation des douanes, sur la mise au point de normes et de réglementations industrielles, sur le respect des droits

La Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

de propriété intellectuelle (PI) ainsi que sur la modernisation des infrastructures.

En 2012, les pays admissibles ont exporté près de 35 milliards de dollars de produits vers les États-Unis dans le cadre de l'AGOA et des dispositions du Système généralisé de préférences (SGP). Depuis le début du programme, les exportations effectuées ont enregistré une hausse de plus de 300 %. Bien que les produits pétroliers aient représenté 84 % des importations liées à l'AGOA aux États-Unis en 2012, le programme a également permis la promotion d'autres exportations à valeur ajoutée, tels que les véhicules, les vêtements, les chaussures, les produits agricoles transformés et les produits finis. En effet, les exportations, hors pétrole, vers les États-Unis en provenance de l'Afrique subsaharienne se sont élevées à 4,7 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 250 % depuis la promulgation de l'AGOA.

Grâce à l'AGOA, nombre de pays africains — comme le Lesotho, le Swaziland et le Kenya, par exemple — ont créé des dizaines de milliers de nouveaux emplois et ont stimulé leur compétitivité à l'échelle internationale.

Le cas du Lesotho est la démonstration que l'AGOA peut faire changer les choses. Dans ce pays, l'AGOA a encouragé une industrie textile et vestimentaire dynamique qui est le plus grand employeur du secteur privé de ce pays. Ce secteur a généré plus de 36.000 emplois, principalement pour des femmes. Le Lesotho est aujourd'hui le plus grand exportateur de vêtements d'Afrique subsaharienne vers les États-Unis, avec des exportations s'élevant à plus de 300 millions de dollars en 2012.

Depuis l'adoption de l'AGOA, les exportations de Maurice vers les États-Unis ont augmenté de plus de 400 %. Le secteur des textiles et des vêtements a affiché une croissance annuelle de 5 % et les principales exportations, hors vêtements, ont connu une hausse globale de 12 % depuis 2001. L'AGOA a contribué à l'expansion de l'industrie vestimentaire du pays à un niveau qu'il n'aurait sans doute pas pu connaître autrement.

Les femmes figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'AGOA. Le Programme pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique (AWEP), lancé par le département d'État en 2010, consiste en un réseau d'entreprises dirigées par des femmes qui exportent vers les États-Unis grâce à l'AGOA depuis 2010. On dénombre actuellement 152 membres répartis dans 48 pays. Des entreprises de l'AWEP effectuant leurs activités dans le cadre des dispositions de l'AGOA se trouvent notamment au Ghana, au Cameroun, au Kenya, en Éthiopie, au Libéria, en Côte d'Ivoire,

en Mauritanie, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Tanzanie et en Zambie dans les secteurs de l'agroalimentaire, des textiles, de la décoration d'intérieur, de la transformation alimentaire et dans bien d'autres encore. Les entrepreneurs de l'AWEP ont joué un rôle primordial pour faire en sorte que les questions liées au genre soient prises en considération dans le cadre de l'AGOA.

En outre, l'AGOA soutient l'intégration économique régionale et fournit des incitations aux pays africains afin qu'ils optimisent leur climat d'investissement, réduisent la corruption, respectent les droits de l'homme et l'État de droit, améliorent leurs infrastructures et harmonisent leurs normes commerciales pour qu'ils deviennent plus compétitifs sur le marché mondial.

Valoriser le commerce

Lors de son récent voyage en Afrique, le président Obama a présenté « Power Africa » et « Trade Africa », deux initiatives visant à soutenir la croissance économique du continent, à intensifier le commerce et à « libérer le potentiel de l'entrepreneuriat et des marchés pour créer des possibilités ici en Afrique ».

Avec plus des deux tiers de la population d'Afrique subsaharienne sans électricité, le manque d'accès à une source d'énergie disponible et abordable est une entrave considérable à la croissance économique. L'initiative « Power Africa » du président vise à doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne. « Power Africa » mettra à profit un large éventail d'instruments du gouvernement américain pour soutenir l'investissement dans le secteur de l'énergie en Afrique, du partage des bonnes pratiques en matière de politiques publiques et de réglementations, au financement à long terme et à une aide technique, en passant par la préparation d'études de faisabilité et le renforcement des capacités. L'initiative attirera également des investissements du secteur privé, à commencer par 9 milliards de dollars d'engagements initiaux de ce secteur pour soutenir la production de plus de 8.000 mégawatts supplémentaires d'électricité en Afrique subsaharienne.

« Trade Africa » est un nouveau partenariat dont le but est d'accroître le commerce interne et régional en Afrique et de renforcer les relations commerciales et économiques entre l'Afrique et les États-Unis, ainsi qu'avec d'autres marchés mondiaux. Dans un premier temps, « Trade Africa » se concentrera sur les États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), en vue de doubler le commerce intrarégional au sein de la CAE et d'augmenter les exportations de la CAE vers les États-Unis de 40 %. Il favorisera aussi l'intégration régionale de la CAE



Le président Barack Obama, lors d'une visite sur le continent à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet 2013, a réitéré l'attachement des États-Unis à renforcer relations commerciales avec les pays africains. Getty Images

et accentuera sa compétitivité commerciale. Les États-Unis lanceront également des partenariats public-privé avec les industries et les associations commerciales d'Afrique de l'Est et des États-Unis afin de stimuler le commerce des biens dans le cadre de l'AGOA. Par ailleurs, les États-Unis espèrent approfondir leur collaboration avec d'autres communautés économiques régionales en Afrique, y compris en coopération avec d'autres États partenaires.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) appuie actuellement la participation et l'investissement du secteur privé en Afrique grâce à trois centres commerciaux régionaux établis à Accra (Ghana), à Nairobi (Kenya) et à Gaborone (Botswana). Ces centres commerciaux apporteront une aide technique

aux gouvernements, au secteur privé et aux organisations de la société civile pour leur permettre d'accroître leur compétitivité sur les marchés mondiaux et pour aider les entreprises africaines à exploiter les possibilités commerciales découlant de l'AGOA. Les centres commerciaux aident également les entreprises et les entrepreneurs africains à élaborer leurs plans d'exploitation, à recueillir des capitaux, à stimuler leur productivité et à améliorer les processus de production pour qu'ils puissent se conformer aux normes d'exportations américaines et mondiales. L'USAID, afin d'appuyer l'AGOA et « Trade Africa », cherchera à consolider les centres commerciaux et à renforcer leurs capacités afin de soutenir avec efficacité le commerce et l'investissement en Afrique.

Proroger l'AGOA

Le gouvernement Obama veut travailler avec le Congrès pour proroger l'AGOA au-delà de son échéance actuelle en 2015. Le Forum 2013 sur l'AGOA saluera les progrès enregistrés grâce à l'AGOA depuis sa promulgation en 2000 et contribuera à ouvrir la voie à la prorogation de l'AGOA pour que davantage d'Africains puissent profiter de la possibilité d'exporter vers les États-Unis. Lors du Forum, des ministres des pays de l'AGOA et de hauts responsables américains entameront un dialogue sur l'avenir de la coopération commerciale et économique entre les États-Unis et l'Afrique.